

“ Le Grand Paris ne doit pas être un prétexte pour dévitaliser la démocratie locale ”



CD92 / OLIVIER RAVOIRE

Patrick Devedjian tire le bilan du scrutin départemental, livre ses projets pour les Hauts-de-Seine et... tord le cou à un cliché tenace.

HDS Quelles leçons tirez-vous, au plan local, des dernières élections départementales ?

Je crois que ce scrutin a été en grande partie nationalisé et que le résultat est parfaitement clair : il s'agit avant tout d'un message de rejet à l'égard de la politique menée par le gouvernement. Cette hostilité a été

aussi, indéniablement, un des facteurs de la mobilisation des électeurs qui s'est révélée plus importante que prévue... Mais il me semble également que les électeurs des Hauts-de-Seine nous ont renvoyé l'appréciation inverse de la politique gouvernementale avec un satisfecit donné à la gestion locale. Il est vrai que les

deux modèles s'opposent puisque dans le Département la fiscalité est particulièrement contenue – nous appliquons la plus faible imposition locale après Paris – et que nous sommes à la fois un des Départements les moins endettés et le plus investisseur de France par habitant avec 588 M€ inscrits au budget pour 2015 ! L'addition

de ces trois paramètres démontre à elle seule la qualité de notre gestion. Permettez-moi d'avoir la faiblesse de penser que le corps électoral a reconnu cela...

HDS Les marges de manœuvre budgétaires du Département se sont réduites ces dernières années, pensez-vous que le

conseil départemental pourra préserver dans les années à venir sa capacité à investir ?

C'est tout le défi qui nous est posé par la politique gouvernementale qui réduit chaque année de plus en plus les marges de manœuvre des collectivités. Nous avons ainsi prévu une baisse de la dotation de l'État de 20 % en 2015 alors même que les crédits inscrits au titre du RSA, par exemple, sont en hausse de 11 %... À vrai dire, j'avais anticipé cette évolution depuis 2008 et le Département s'y était financièrement préparé en amorçant une réduction des dépenses de fonctionnement.

HDS La suppression, dans le cadre de la réforme territoriale, de la clause générale de compétence qui permettait au Département d'intervenir dans tous les domaines ne peut-elle pas également entraver l'initiative des élus départementaux ?

J'ai personnellement toujours été favorable à la suppression de la clause de compétence générale. Elle avait d'ailleurs été une première fois supprimée en 2010 avant d'être rétablie fin 2013... pour être à nouveau supprimée quelques mois plus tard ! Si l'on regarde autour de nous, la compétence spécialisée est plutôt la norme pour les collectivités locales en Europe et je crois qu'elle va justement nous permettre de faire des économies en nous désengageant de compétences qui seront exercées par d'autres collectivités.

HDS Comment définiriez-vous ce qui est spécifique à l'action du conseil départemental des Hauts-de-Seine depuis la décentralisation ?

Il y a depuis le départ la volonté d'une fiscalité maîtrisée et si la fiscalité locale est aujourd'hui à un faible niveau dans le département c'est aussi dû à un effort continu depuis cinquante ans.

Cette modération fiscale est aussi un facteur d'attractivité économique, les entreprises ayant plus intérêt à s'implanter dans les Hauts-de-Seine qu'ailleurs en région parisienne. Voilà selon moi le premier facteur, constant et identitaire. Le deuxième marqueur fort est d'avoir toujours veillé à maîtriser notre dette avec pour conséquence une capacité de financer des investissements qui eux aussi contribuent à une meilleure attractivité de notre territoire. La troisième constante est d'avoir toujours promu, particulièrement depuis 1992 avec le dispositif Pacte Hauts-de-Seine, une politique de mixité sociale en s'attaquant aux concentrations de logements sociaux développés par le centralisme de l'après-guerre. Le Département a toujours défendu un habitat diversifié, à taille humaine, réparti de manière homogène sur tout le

Nous appliquons la plus faible fiscalité locale après Paris

territoire d'où ce rôle pilote dans la rénovation des quartiers en difficulté. La métamorphose de ce territoire, il faut bien le dire « dortoir » dans les années 60, a été spectaculaire.

HDS Quels vont être les projets prioritaires de cette nouvelle mandature ?

C'est bien entendu la poursuite de la politique que nous avons engagée sur des questions fondamentales pour la qualité de vie. Premièrement, développer les moyens de transports alternatifs à l'image du tramway T10. Deuxièmement, améliorer la voirie urbaine en facilitant mais aussi en maîtrisant la circulation automobile, ce que nous faisons sur la RD 7 et la RD 920, par exemple. Troisièmement,

développer au maximum les espaces verts. Quatrièmement, doter notre département d'équipements structurants tant au plan sportif qu'au plan culturel afin de renforcer encore l'attractivité de notre territoire. Nous menons actuellement deux grands projets : la construction de la Cité musicale départementale et la rénovation du musée Albert-Kahn. Je pense ainsi que la culture peut être non seulement un fabuleux tremplin pour l'attractivité économique et l'emploi, mais aussi pour l'éducation et l'intégration.

HDS Quels sont les lieux communs concernant le Département des Hauts-de-Seine qui vous agacent le plus ?

Les clichés sont inévitables particulièrement dans une société médiatique comme la nôtre où l'information est rarement

soit fidèle à Gaston Deferre, qui a été le grand artisan de la décentralisation, et ne remette pas en cause le principe d'une gestion de proximité qui a permis en trente ans de transformer profondément la banlieue. Jusqu'aux lois Deferre celle-ci n'était que le territoire d'exclusion de Paris... Or, le couple commune-Département, c'est un couple qui fonctionne. Alors, pourquoi détricoter ce qui marche ? Les habitants voient que leur cadre de vie s'améliore, que ces anciennes villes dortoirs, qui vivaient à l'ombre de Paris, se sont peu à peu transformées grâce à l'acharnement de leurs élus locaux. La Métropole doit, pour sa part, se concentrer sur les questions stratégiques - les aéroports, les grands axes routiers, l'économie... - et ne pas être un prétexte pour dévitaliser la démocratie locale qui est, comme les dernières élections l'ont démontré, le meilleur barrage contre tous les extrémismes.

HDS Vous aviez évoqué l'année dernière une fusion des Départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines. Ce projet vous paraît-il réalisable ?

Si l'on veut simplifier les structures administratives il faudrait raisonnablement commencer par celles de l'État qui sont infiniment plus nombreuses que celles des collectivités locales. Mais nous pouvons, une fois de plus, faire la leçon à l'État, en mettant nous-mêmes en œuvre cette simplification administrative à l'échelon local. Je crois qu'un grand nombre de Départements pourraient fusionner entre eux, c'est notamment le cas des Hauts-de-Seine et des Yvelines qui ont la particularité d'avoir la plus longue frontière commune et qui sont de surcroît d'accord pour conduire une même politique... ■

Propos recueillis par Rafaël Mathieu